Prise de parole de l'UD CGT Loir et Cher – 16 novembre 2017

Chers amis, chers camarades,

Macron, asservi au patronat et à l'Union Européenne, reste sourd aux revendications légitimes portées par les salariés et retraités, s'obstinant idéologiquement à mettre en œuvre sa politique ultralibérale comme s'il n'existait pas de contestations sociales dans le monde du travail. Depuis le début du mois de septembre, les différentes mobilisations ont pourtant montré, tant par la participation aux manifestations que par le nombre d'appels à la grève et de grévistes, que les salariés du public et du privé, les retraités et les privés d'emploi n'acceptent pas les réformes qui nous sont imposées par le chantre du libéralisme. Ils ne veulent pas de cette société qui fait la part belle à quelques-uns et qui laisse une grande majorité d'entre nous sur le carreau.

La communication du gouvernement, du patronat et des pseudo-experts est basée sur la division du salariat, en opposant les salariés du privé aux fonctionnaires, en culpabilisant les privés d'emploi, en méprisant les jeunes comme les retraités. Nous ne sommes en rien différents les uns des autres. Nous n'avons que des choses en commun, que des revendications à porter ensemble. Ne nous laissons pas tenter par la simplicité de nous en prendre aux voisins, à l'autre. Ce serait servir les intérêts du patronat et du gouvernement.

Le plan de Finances de la Sécurité Sociale acte de nouveaux reculs pour les assurés sociaux comme pour les salariés de la santé. De nouvelles coupes sombres sont soumises au vote avec une baisse du budget de 5 milliards dont 1,5 pour les seuls hôpitaux publics. Avec au programme :

- le développement de l'hospitalisation ambulatoire qui d'ici 2022 devra concerner 7 patients sur 10 dans l'optique comptable de réduire le nombre de lits qui « ne servent à rien » (avec pour conséquence la saturation des urgences et l'inégalité d'accès aux soins sur le territoire.
- L'expérimentation de la facturation au forfait où l'établissement hospitalier devra couvrir l'intégralité de la prise en charge jusqu'à guérison, payer les actes de soins de suite dispensés par le professionnel libéral sans prise en compte d'éventuelle rechute et de ré-hospitalisation.
- L'augmentation de 2 euros du forfait hospitalier, à la charge des mutuelles et des assurances complémentaires, dont le coût se répercutera directement sur les assurés sociaux qui verront leur cotisation augmenter.
- Le recours à la télémédecine, à des consultations par Internet.

Sommes-nous prêts à discuter avec un ordinateur ou notre téléphone lorsque nous sommes malades ? Sommes-nous disposés à payer de plus en plus dans les cliniques privées pour pouvoir accéder aux soins ?

Il en est de même pour le budget de l'Etat. Plus d'impôt sur la fortune mais un impôt sur le patrimoine (-4 milliards de recettes). C'est l'assiette des ressources qui change en laissant tranquille ceux qui possèdent du cash, des biens de fortunés. C'est taxer la valeur immobilière dans son ensemble et nous pouvons être surs qu'une grosse partie des biens immobiliers sera touchée, même les biens des salariés et des retraités modestes. Ce président est bien le président des riches.

Le monde du travail n'en a pas fini avec les ordonnances. Le combat n'est pas terminé comme voudrait le faire croire le gouvernement, le patronat ou encore certaines organisations syndicales qui se leurrent toujours en espérant peser, par du lobbying auprès de Macron, sur la rédaction des décrets.

La CGT a réaffirmé au 1er ministre son opposition et son combat contre les ordonnances qui commencent à arriver dans les boites. Le combat doit être interprofessionnel privé/public. D'ailleurs le ministre des comptes public a confirmé le gel du point d'indice dans la Fonction Publique et vient de reporter l'application de la partie revalorisation salariale du PPCR (que la CGT continue à combattre dans son ensemble puisqu'il acte la fin du statut de la Fonction publique de carrière en introduisant un grade fonctionnel et une rémunération au mérite). La CGT a annoncé qu'elle ne participerait pas au Comité d'action publique 2022 car, derrière l'affichage d'une amélioration des services publics et de la modernisation des conditions de travail des agents, il s'agit d'entériner la réduction drastique des dépenses publiques, voire l'abandon de certaines missions publiques dans la continuité de la RGPP et de la MAP (le budget de l'Etat acte une baisse de 7 milliards).

Les jeunes sont tous aussi touchés par les réformes mises en œuvre par le gouvernement. Après la baisse des APL, voilà venir la réforme de l'accès aux études supérieures suite à un simulacre de concertation. Le « plan étudiant », contrairement à ce que veulent nous faire croire le gouvernement et les médias, est bien une sélection déguisée qui remet en cause le libre accès à l'enseignement supérieur de toute une génération et le principe du baccalauréat comme premier grade universitaire. Et c'est peu de dire que le budget est largement insuffisant pour créer les conditions d'accueil de l'ensemble des bacheliers qui le souhaitent dans des études post-bac puisqu'il n'existe aucune garantie sur les recrutements de personnels pour accueillir l'ensemble des étudiants attendu, faire baisser les effectifs des cours en TD et en amphi, améliorer les conditions de travail des personnels de universités très dégradées ces dernières années.

Les discussions engagées sur l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage vont dans le sens de la réduction des droits pour les salariés, la baisse des allocations pour les privés d'emploi et de la toute-puissance des entreprises. Gattaz ne revendique-t-il pas que des contrôles soient faits quotidiennement pour faire la chasse aux « fraudeurs » ? Que n'exige-t-il pas la même rigueur concernant ses amis qui organisent l'exil fiscal, souligné lors de la dernière affaire des « Paradise papers » ! On ne peut pas accepter cette situation de régression généralisée.

Le monde du travail, la classe ouvrière, rassemblés, unis sur les objectifs à atteindre, ont les moyens d'obtenir l'arrêt de ce programme antisocial et l'abrogation de toutes les lois qui vont à l'encontre du progrès social. Nous devons mesurer la force que nous représentons. Nous sommes les plus nombreux et il suffit d'en prendre conscience pour agir !

Nous l'avons déjà dit, la CGT a des propositions qui vont à l'inverse de la doctrine du patronat et du gouvernement. La première des revendications est l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux d'au moins 400€. 9 millions de personnes qui vivent avec moins de 1000€ par mois, ça doit nous faire réfléchir et nous pousser à nous battre pour que les individus puissent vivre et non survivre. Le pays n'a jamais été aussi riche mais ce sont les mêmes bourgeois qui profitent de la richesse que les travailleurs produisent. Cet argent nous appartient, nous devons le reprendre. Il doit nous servir aussi à renforcer les services publics de proximité, mettre en place une sécurité sociale qui couvre à 100% les besoins de la population, ainsi qu'à redévelopper l'emploi industriel local.

Partout et en tous lieux, nous devons mener le débat, expliquer et convaincre que seules la mobilisation collective, les grèves et les luttes nous apporteront ce dont nous avons besoin.

Alors l'heure n'est plus à savoir si notre combat est juste, l'heure est à la mobilisation générale par la grève et son ancrage partout dans les boites. Il n'y a pas d'autre méthode et elle a fait ses preuves.

Le « tous ensemble » est plus que jamais d'actualité, ce n'est pas un slogan, c'est ce qui nous fera gagner.